



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SAINT-DENIS | LE 1^{er} MARS 2018

BONS RÉSULTATS SNCF : LE STATUT N'EST DONC PAS « UN BOULET »

La SNCF vient d'annoncer de très bons résultats économiques, avec un bénéfice net multiplié par 2,3 et atteignant 1,33 milliard d'euros. Ces résultats sont particulièrement tirés par les activités de SNCF Mobilités, mais toutes les branches du Groupe affichent une rentabilité qui progresse.

Pour la **CFDT**, cela démontre que le statut social des cheminots n'est pas un frein à la bonne santé économique du Groupe public ferroviaire. Ces bons chiffres contredisent la communication du gouvernement visant à faire du statut des cheminots la source de tous les maux du ferroviaire. La **CFDT** rappelle le caractère volatile des sondages d'opinion sur la fin du statut cheminot alors qu'une très large majorité de nos concitoyens en méconnaît totalement le contenu et les contraintes afférentes (pénibilité, horaires décalés, horaires atypiques, astreinte, travail les dimanches avec une majoration limitée à 20 %, etc.). Dans ces conditions, un tel sondage est caduc, car il porte sur une manipulation médiatisée contre la réalité du statut.

La **CFDT** constate aussi dans ce sondage que 43 % des sondés se prononcent en soutien d'éventuelles grèves et manifestations. La **CFDT** rappelle que la SNCF est le bien de la Nation. C'est pourquoi une réforme aussi structurante mérite le temps nécessaire de la concertation entre les élus, l'État, les organisations syndicales représentatives des salariés et les associations d'usagers ainsi que l'ensemble de nos concitoyens.

La **CFDT** souligne que l'endettement de la SNCF et sa charge financière sont de la seule responsabilité des diffé-

rents gouvernements qui ont fait ces 30 dernières années du « tout TGV » au détriment de l'entretien du réseau et des transports du quotidien.

La **CFDT** rappelle qu'il ne peut exister durablement de système ferroviaire sans financement public pérenne : l'abandon de l'écotaxe et l'absence de décision claire sur la reprise de la dette dans le discours du Premier ministre sont des questions primordiales. Il est extrêmement préoccupant qu'elles ne fassent toujours pas l'objet d'orientations claires de la part du gouvernement.

La **CFDT** déplore que le ferroviaire ait été exclu des assises de la mobilité. Elle conteste une réforme qui serait menée à une grande vitesse périlleuse comme le souhaite le gouvernement. Pour la **CFDT**, l'addiction aux ordonnances sur un sujet aussi grave que le ferroviaire est un très mauvais coup porté à notre modèle de concertation sociale et à la démocratie parlementaire.

« À vouloir aller trop vite, on finit par se brûler ». La **CFDT** appelle solennellement le gouvernement à repenser sa méthode de négociation pour construire un projet partagé. À défaut, il irait au-devant de grandes déconvenues. C'est dans cet esprit et dans le cadre du rassemblement le plus large que la **CFDT** œuvrera. ●●

